

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Grèce : signature d'un accord de coopération sur le tourisme et la protection de l'environnement

J.K.M
Libreville/Gabon

EN visite officielle actuellement dans la capitale hellénique, le ministre des Affaires étrangères, Michaël Moussa Adamo, et son homologue grec, Nikos Dendias, ont signé, mardi dernier, un accord de coopération sur le tourisme et la protection de l'environnement. L'expérience des deux pays en la matière devrait permettre de renforcer leurs capacités respectives à faire face à la problématique des changements climatiques, tout en mettant en place un modèle

de développement attractif et structuré du potentiel touristique gabonais. D'autant plus que l'économie de la Grèce repose en grande partie sur une industrie touristique, l'une des plus dynamiques de la planète. En tout état de cause, cet accord témoigne de la volonté de Libreville et d'Athènes de densifier leurs relations en les étendant à des secteurs aussi larges que possible. Ce, dans l'intérêt mutuel des deux capitales.

Il vient, pour ainsi dire, s'ajouter à une série d'autres accords que le Gabon et la Grèce avaient signés, il y a quelques années.



Photo: DR

Le ministre gabonais des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo, et son homologue grec, Nikos Dendias, au terme de la signature de l'accord.

Dont le plus récent, portant sur les consultations politiques régulières et des problématiques d'intérêt commun, avait été paraphé, le 26 novembre 2021, à Libreville. Dans tous les cas, le chef de la diplomatie gabonaise s'est réjoui de

l'excellence des relations entre les deux pays. Tout en indiquant que ce nouvel accord s'inscrit dans le processus de diversification des partenariats économiques du Gabon impulsé par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Le-

quel, dans cette optique, entend faire de la diplomatie, un outil au service du développement de notre pays. En confortant, entre autres, sa présence sur la scène internationale et en mobilisant des ressources extérieures.

Opposition: l'UR sollicite son adhésion à la MRSE

J.K.M
Libreville/Gabon

LA Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, a poursuivi hier sa série de rencontres avec les acteurs politiques en s'entretenant à son cabinet avec le président de l'Union républicaine (UR), Lezin-Gualbert Koumba.



Photo: DR

Phase de l'échange entre la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et le président de l'UR, Lezin-Gualbert Koumba.

Ce dernier a réaffirmé la volonté des membres de l'UR de rejoindre, avec armes et bagages, la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) afin d'apporter leur "soutien total" au candidat de ce regroupement politique à la prochaine élection présidentielle. Entendu que, selon lui, l'UR est une coalition de plusieurs formations politiques (Parti du nouveau national, Union gabonaise démocratique, Forum pour l'unité républicaine, Cercle du peuple uni, Union des forces démocratiques, etc.) se réclamant de "l'opposition modérée". Autant de partis politiques dont l'existence, soit dit en passant, est quasiment inconnue du grand public.

Cheffe de la MRSE, Rose Christiane Ossouka Raponda a manifesté un vif intérêt pour cette démarche. D'autant qu'elle s'inscrit dans le prolongement de l'ambition formulée par le chef de l'État, Ali

Bongo Ondimba, de voir se former, dans notre pays, de grands ensembles politiques possédant une assise et une implantation à l'échelle nationale, de manière à consolider notre démocratie.

En tout état de cause, Lezin-Gualbert Koumba a indiqué avoir adressé au secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) une correspondance afin de voir son vœu et celui de ses pairs exaucé dans des délais raisonnables. Non sans avoir félicité la locataire de l'Immeuble du 2-Décembre pour la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), la construction de nouveaux établissements scolaires, etc.

À ce qu'il semble, tout porte à croire que cet éventuel ralliement pourrait ne pas prendre la forme d'une fusion-absorption au PDG.

Sécurité/Coopération sino-africaine: ensemble, conduire des initiatives pour la paix et la sécurité

C'EST ce qui ressort des travaux du 2e forum sino-africain auxquels est représenté le Gabon par la ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili.

O. N.
Libreville/Gabon

LE 2e forum sino-africain pour la paix et la sécurité s'est tenu mardi dernier par visioconférence. Cette année les travaux ont porté sur le thème "Renforcer la solidarité et la coopération pour réaliser la sécurité commune". Le Gabon était représenté à cette rencontre par la ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili.

Occasion pour cette dernière de relever l'interdépendance entre les États et le caractère transnational des défis sécuritaires et leurs répercussions souvent généralisées, justifiant la mise en œuvre de réponses conjointes et concertées. "Dans cette perspective, a-t-elle dit, le Gabon se réjouit de l'intensification des liens de coopération entre les pays africains et la Chine".

Pour sa part, le général d'Armée



Photo: DR

La ministre de la Défense nationale, Félicité Ongouori Ngoubili, lors d'une précédente sortie.

Wei Fenghe, par ailleurs conseiller d'État et ministre chinois de la Défense nationale, qui a dirigé les travaux, a tenu à décliner la vision chinoise de la coopération avec les États africains. "Une vision basée sur la promotion et le développement, dans le strict respect

mutuel", a-t-il précisé. Non sans ajouter que la Chine compte élargir et approfondir la coopération en matière de paix et de sécurité en s'appuyant sur six principaux axes. Entre autres: la densification des échanges de niveau stratégique, notamment par l'organisation périodique du présent forum; le renforcement de la coopération technologique à travers la formation au profit des cadres des armées africaines, ainsi que le transfert des technologies; la tenue des exercices militaires conjoints, avec un effort particulier sur les Marines nationales; etc. À noter qu'au terme des travaux, le général Wei Fenghe s'est félicité de la bonne compréhension de la situation stratégique de chaque pays africain, ainsi que des consensus obtenus. D'une manière générale, la Chine et l'Afrique doivent, ensemble, conduire des initiatives pour la paix et la sécurité sur le continent et dans le monde.